

# le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

MARDI 6 NOVEMBRE 1979 - N° 987

Commission paritaire N° 56 942 Tél. 636.73.76.

2,00 F.

## Bolivie : le peuple refuse le coup d'Etat

Le nouveau dictateur bolivien Alberto Natusch n'est guère apprécié des Américains, pour le moment en tout cas. Carter a en effet suspendu toute aide au nouveau régime. Celui-ci en tout cas semble avoir tant de mal à s'imposer qu'il a dû faire tirer sur le peuple bolivien entraînant selon certaines informations la mort de 20 personnes et en blessant de nombreuses autres. En ce début de semaine, aucun pays étranger n'avait encore reconnu le régime de Natusch.

LIRE EN PAGE 7

## Téhéran : l'ambassade US occupée



Depuis samedi, de 100 à 400 étudiants islamiques occupent l'ambassade US à Téhéran « avec l'appui de l'Ayatollah Khomeini » affirment les manifestants.

En échange de la cinquantaine de personnes qu'ils détiennent, ils exigent l'extradition vers l'Iran du shah actuellement soigné aux Etats-Unis.

LIRE EN PAGE 8

Un quart de siècle  
de Chine nouvelle

## LES SOUVENIRS D'UNE FRANCAISE DE PEKIN

- 2 - Les premiers pas  
du socialisme

LIRE EN PAGE 6

## Rhône-Poulenc-Progil ( Pont-de-Claix )

### 3<sup>e</sup> semaine de grève pour les salaires et des réductions d'horaire

# Une lutte qui se durcit

Depuis le 19 octobre, les ouvriers de Rhône Poulenc à Pont-de-Claix, mènent une lutte de plus en plus déterminée.

Eux aussi avancent comme une exigence immédiate les 300 F, les 35 heures pour les journaliers et les 33 h 1/3 pour les postés. La direction a saisi la

justice sans réel succès pour elle au contraire.

Les grévistes laissent entrer les 88 cadres qui affirment « assurer la sécurité ». Toutefois, ces gens-là se sont vus retirer le droit de vote.

Plusieurs manifestations visant à po-

pulariser le conflit ont déjà eu lieu.

Des grévistes disent que même en 1968, on n'avait pas vu dans cette usine, de lutte aussi bien organisée et déterminée. Cela tient sans doute pour partie à l'excellente unité syndicale.

LIRE EN PAGE 3

## ALSTHOM-BELFORT

# LES NEGOCIATIONS PIETINENT

## Etats-Unis

# CRIMES RACISTES DU KU KLUX KLAN



Dans deux villes des Etats-Unis, le Ku Klux Klan s'est livré à des exactions racistes.

Samedi à Dallas (Texas) une quarantaine de ses membres manifestaient dans les rues, sous la protection de la police, aux cris de « à bas les nègres ! »

Le même jour à Greensboro (Caroline du Nord), plusieurs centaines de personnes manifestaient contre les actions du Ku Klux Klan. C'est alors que des individus sortant de voitures ont crié : « Vous cherchez le Klan, vous l'avez trouvé » et ont ouvert le feu d'armes automatiques sur les manifestants. Ainsi quatre manifestants anti-racistes ont été assassinés et une dizaine d'autres, ont été grièvement blessés.

De notre envoyé spécial  
François NOLET

VENDREDI 10 HEURES

Dimanche à 16 heures, les négociations étaient suspendues devant l'intransigeance de la direction qui refuse de reculer sur la revendication des salaires.

La commission de conciliation composée de représentants patronaux et syndicaux extérieurs à l'entreprise reprenait ses travaux. Ceux-ci se terminaient lundi matin à 4 heures. Les négociations devaient reprendre lundi à 19 heures. On se rapproche donc du délai de jeudi à partir duquel l'évacuation policière devient exécutoire, ce qui ne signifie évidemment pas qu'elle sera automatiquement exécutée.

A Saint-Ouen par exemple, depuis plusieurs semaines, les grévistes sont sous le coup d'une menace d'expulsion.

Dans la nuit de dimanche à lundi à Belfort, une cinquantaine de militants excédés d'attendre les résultats ont enfoncé les portes de l'inspection du travail où les négociations se déroulaient. Ce lundi matin à 9 heures, 400 travailleurs de l'Alsthom se réunissaient pour obtenir une information sur le résultat des négociations. Un représentant de la CFDT estimait que la direction n'avait fait aucune proposition raisonnable, cependant que le représentant de la CGT se montrait plus réservé et appelait les travailleurs à se réunir à 14 heures pour un compte-rendu plus détaillé des négociations.

LIRE EN PAGE 8

## 1929-1979 LE CINQUANTENAIRE DU KRACH DE WALL STREET

Le 23 octobre 1929, le marché de la bourse de New York prend froid. Le lendemain, c'est le «jeudi noir». 12 894 650 titres changent de mains. Les cours des actions chancelent puis s'effondrent. 8 milliards de dollars partent en fumée. Durant trois semaines, c'est la panique. Au réveil, le monde capitaliste est entré en crise. Pourquoi cette crise de la bourse ? Quelles en seront les conséquences ?

### Une intense spéculation

Nous avons vu que les ressorts profonds de la crise de 1929 tenaient à des déséquilibres économiques fondamentaux, touchant la répartition entre les salaires et les profits. Une des particularités de la crise de 1929 sera toutefois le choc boursier de wall-street.

Comment s'explique la crise boursière ?

Dès le début des années 20, la bourse de New-York connaît une activité intense. D'une ampleur comparable à la spéculation qui touche l'or aujourd'hui. Ainsi, l'indice Dow Jones qui mesure l'évolution en valeur des cours de Wall-Street, tripla quasiment de 1926 en 1929. Pour la seule année 1928, 11 milliards de dollars étaient allés dans la poche des spéculateurs boursiers.

Comment a démarré la spéculation boursière et en quoi consistait-elle ? L'engouement boursier a eu pour base les profits considérables réalisés par les industries nouvelles qui se créent aux USA en utilisant des innovations technologiques et en produisant sur une échelle de masse. Fort de ces profits, et appuyé par un discours politique sur «le règne de l'opulence», un noyau d'une dizaine de milliers de spéculateurs fait monter les cours en achetant par paquets les actions d'entreprises comme Ford, General-Motors, US-Stell, etc...

### Une masse de «nouveaux boursiers»

Ils seront rejoints par une partie des classes moyennes qui détiennent une forte partie de l'épargne du pays et dont l'esprit de profit est aiguisé par l'envolée des cours. Rien à voir bien sûr avec la ménagère ou le cireur de chaussures dont toutes les économies prendraient la direction de Wall-Street. Ce capitalisme populaire n'a jamais existé. Pour preuve, les chiffres connus avancent le nombre d'un million et demi de détenteurs d'actions, soit 1,2 % de la population américaine. C'est peu, mais pour la bourse, c'est déjà beaucoup car les risques d'opérations incontrôlables sont multipliés.

Le nombre de Brokers (agents de change) passera ainsi de 30 000 en 1920 à plus de 70 000 au moment du Krach, les intermédiaires obligés pour l'achat des actions (dont ils prélèvent un pourcentage), jouèrent un rôle central dans les accès de fièvre de la bourse. Emportés par le «succès» des titres de bourse, ils n'exigeaient en liquide que 10 à 15 % des achats par un particulier. Pour le reste, il suffisait que le client fasse preuve de sa solvabilité en présentant par exemple d'autres valeurs immobilières ou hypothécaires. Les banques accordaient les 90 % restant à crédit.



## 2 - 23 octobre 1929 : la crise éclate !

Par Jean JAULIN

### Le crédit «cul sur tête»

De la sorte, une véritable inflation de crédit soutenait «cul sur tête» la montée des cours de la bourse. Certains reflétaient de moins en moins les «actifs réels» détenus par les entreprises, et de plus en plus les profits escomptés pour un avenir de plus en plus lointain au fur et à mesure que les titres changeaient de mains.

D'autre part, il faut souligner l'importance de la spéculation internationale qui déjà à l'époque battait tambour. De nombreux prêts américains avaient transité vers l'Europe de l'après-guerre pour la relever. Mais nombre de ces capitaux étaient devenus flottants, variant d'une place financière à l'autre, à la recherche des placements les plus avantageux. Fallait-il donc s'étonner qu'un jour, l'économie manque de liquidités, faisant apparaître la fragilité d'une prospérité factice puisque l'économie par elle-même rencontrait de nombreuses difficultés ?

### Le jeudi noir

Un premier choc se produisit le 26 septembre 1929. La banque d'Angleterre releva son taux d'escompte (1). De nombreux capitaux flottants quittèrent New-York pour Londres, faisant apparaître que de nombreux clients offraient moins de garanties réelles que prévu. Pour se couvrir, les banques jetèrent des paquets d'actions. Dès le 18 octobre, le montant énorme des prêts bancaires accordés aux

(1) Taux d'intérêt que doivent payer les banques pour obtenir de l'argent frais auprès de la banque centrale en contrepartie des crédits qu'elles ont accordés.

«Brokers» est publié. La confiance dans la solidité de la bourse fléchit au fur et à mesure que la fantastique pyramide de crédit se découvre.

Le 19 octobre, trois millions et demi de titres sont échangés. Le 21, six millions. La baudruche se dégonfle de la même façon qu'elle s'était gonflée. Au lieu des «j'achète, j'achète» qui remplissaient la salle de wall-street autour de la corbeille, on n'entend plus que des «vendez, vendez !»

Arrivé le «jeudi noir». Tous les records d'échange de titres sont battus : 13 millions de titres sont vendus. On vend à n'importe quel prix pour se couvrir des créanciers qui vous assaillent. On vend ses actions avant qu'elles ne valent plus rien. Une semaine après, les cours ont baissé de 50 %. L'indice Dow Jones passe de 327 à 190 en trois semaines. Il touchera le fond en 1932. En trois ans, les actions ont perdu dix fois leur valeur.

### La crise américaine...

La crise boursière se propage dans toute l'économie américaine. Ce sont d'abord les 4 500 banqueroutes. Des files entières d'épargnants attendent l'ouverture des banques pour retirer les fonds et les convertir en valeurs plus sûres. Certaines ne rouvriront jamais. Puis, ce sont les entreprises qui sont touchées. 85 000 faillites sont enregistrées. La production chute de 30 % en deux ans. Elle aura baissé de moitié en 1932 : le chômage s'accroît considérablement : 12 millions de chômeurs dès 1930 ; en 1933, le quart de la population américaine est «un-employed».

### ...s'étend en Europe

L'Europe entre à son tour dans

la crise. Certes, son état de santé est déjà bien mauvais. En dehors de la France, tous connaissent le chômage, la stagnation de la production industrielle. Mais la crise américaine aura un double effet aggravant : d'abord par la réduction des échanges internationaux à la suite d'un regain de protectionnisme des USA eux-mêmes. Ensuite, par le rapatriement brusque des capitaux américains investis en Europe.

Le pays le plus touché sera l'Allemagne. Dès 1926, la production industrielle fléchissait, mettant au chômage plus de 3 millions de travailleurs. Le krach de wall-street provoquera la faillite du système bancaire allemand, bien fragile depuis la grande inflation de «Weimar». Les capitaux flottants fuient l'Allemagne, provoquant la faillite de la Kredit-Anstalt, suivie d'une suspension de paiement de la Dresdner Bank et de la Danat Bank. De très nombreuses faillites jetteront à la rue toute une masse de petits-bourgeois tandis que les Konzerns se concentrent encore plus. La politique de déflation (austérité) suivie par le chancelier Brüning, aggravera la situation économique mettant 6 millions de chômeurs sur le trottoir. Hitler et les nazis exploiteront cette situation.

L'Angleterre sera elle aussi fortement touchée. La priorité accordée à son rôle financier dans le monde l'avait conduite à laisser vieillir son outil industriel. En perte de compétitivité, sa production industrielle baissait. De très nombreuses grèves secouaient le pays. La politique de maintien de la convertibilité de la livre sterling en or provoqua un vif assaut des capitaux flottants sur la place de Londres. Les réserves en or s'épuisèrent rapidement. La non-convertibilité fut annoncée pour enrayer le mouvement spéculatif.

L'Angleterre s'enfermera dans son «splendide isolement» avec la signature des accords d'Ottawa en août 1932. Cela n'empêchera pas le chômage de s'accroître, touchant là encore le quart de la population active en 1932. Les mouvements sociaux, eux seront amortis par l'arrivée au pouvoir des travaillistes et l'existence du Commonwealth.

### Et la France ?

La France sera touchée moins rapidement. Mais après que la livre ait été déclarée inconvertible, les capitaux flottants se précipitèrent à Paris où le franc, tenait toujours sa parité en or. Mais là encore, la convertibilité ne put être maintenue longtemps, tant l'écart était grand entre la masse de monnaie créée et les réserves d'or qui garantissaient la valeur de la monnaie. A la suite de la dévaluation anglaise, le protectionnisme gagna la France. Chaque pays dévaluant sa monnaie pour être compétitif, la guerre économique se termina par la création de cinq zones commerciales fortement protégées par des barrières douanières élevées.

La crise économique commença en France avec la politique de Pierre Laval — président du conseil — qui chercha à comprimer les coûts de production pour améliorer la productivité de l'appareil économique français. Cette politique de déflation connut un échec relatif et eut pour conséquence une baisse sensible de la production et l'apparition d'un fort volant de chômage. Le mécontentement social provoqua de nombreux mouvements populaires qui débouchèrent sur le Front Populaire de 1936.

### Plus qu'une crise économique

Ainsi, la crise de 1929 plongea le monde dans un désordre très profond. Le déséquilibre profond entre le consommateur et les prix et un système financier international «incontrôlable» sera fortement aggravé par des politiques inspirées du classicisme libéral, inadaptées à un monde en transformation. Le repli des nations sur elles-mêmes a donné au fait national une grande importance qui aura des conséquences politiques graves dans certains pays.

En même temps, les différentes bourgeoisies ont essayé d'endiguer la montée des mouvements sociaux en donnant à l'Etat bourgeois des moyens d'intervention considérable, ceux qu'il connaît aujourd'hui. Ce sera le New Deal américain, le fascisme italien, le nazisme allemand.

Enfin, dans les pays où les forces politiques révolutionnaires avaient acquis un certain poids, ce fut l'occasion de luttes importantes dont hélas ! elles ne surent pas tirer partie comme ce fut le cas en France.

Depuis, par diverses mesures de régulation, et surtout en dotant les Etats de puissants moyens économiques et «sociaux», les bourgeoisies ont su mettre en place des mécanismes évitant que ne se reproduise une crise comme celle de 1929. En ce sens, aucun parallèle n'est possible entre ce qui s'est passé, il y a cinquante ans et ce qui se passe aujourd'hui.

La crise que nous subissons aujourd'hui n'en est pas moins majeure, et le seul fait que soit évoqué, dans les milieux patronaux et boursiers, le spectre du «jeudi noir» suffit à en indiquer l'ampleur...

Depuis le 19 octobre, les travailleurs au nombre de 2 000 sont en grève totale à l'usine Rhône Poulenc, industrie de Pont-de-Claix dans l'Isère. Leurs exigences : 300 F pour tous, les 35 heures pour les journaliers, 33 h 1/3 pour les postés. Face à l'intransigeance de la direction qui a refusé toute négociation ce vendredi, les travailleurs ont décidé de durcir l'action.

Rhône-Poulenc Industrie : 2500 travailleurs. Mercredi 10 octobre, 17 travailleurs de l'atelier CO (oxyde de carbone) partaient en grève sur les classifications et les conditions de travail. Le lundi 15 octobre, la direction lock outait les 105 personnes des ateliers qui dépendent de ce service, c'est-à-dire de la fabrication de l'oxyde de carbone. Le soir même, un des ateliers lock outés occupait. Le lendemain, tous les ateliers lock outés, occupaient à leur tour en exigeant la levée du lock out et le paiement des heures perdues. Le vendredi 19 octobre, la CFDT, la CGT et FO appellent à 32 heures de grève sur les revendications suivantes : levée du lock out, 300 F pour tous, 35 heures pour les journaliers, 33 H1/3 pour les postés. La grève devient générale sur le

site, les entrées principales sont verrouillées. La boîte est totalement arrêtée.

Des assemblées générales se tiennent régulièrement avec vote de l'ensemble du personnel.

#### 19 TRAVAILLEURS EN REFERE

Le jeudi 25 octobre, la direction et l'encadrement vont essayé de briser en vain par la force les piquets de grève. Les grévistes font constater les dégâts par les gendarmes de Pont de Claix. Vendredi 26, la direction assigne en référé 19 travailleurs dont 16 délégués. Trois jours après, le jugement en référé rendu alors a été favorable aux grévistes, le tribunal se déclarant incompétent. Le patron est alors condamné aux dé-

## Rhône Poulenc industrie (Pont-de-Claix - Isère) : pour les salaires, la réduction des horaires

# LA GREVE SE DURCIT

#### LA COLERE DES TRAVAILLEURS

Par ailleurs, le lundi 29, la direction a aussi exigé directement cette fois que l'encadrement puisse rentrer dans l'usine pour assurer la sécurité. L'Intersyndicale, au cours d'un vote avec les travailleurs, a décidé de laisser rentrer dans l'entreprise, les 88 cadres mais de refuser qu'ils votent sur la conduite de la grève. C'est dans cette situation que ce vendredi 2 novembre, a eu lieu le premier contact avec la direction de l'usine. Cette dernière a demandé aux syndicats de présenter leurs revendications... pour les rejeter en bloc par la suite.

Après cette entrevue complètement négative, une intersyndicale a alors été convoquée, intersyndicale qui s'est déroulée de-

pend. Le tribunal, cette fois sur la question de la sécurité dans l'entreprise, annonce un jugement encore une fois en faveur des grévistes ; il dit en effet que la sécurité est assurée, par les équipes d'astreinte comprenant des grévistes.

La direction, elle, disait évidemment le contraire. Le jugement est également favorable aux grévistes en ce qui concerne la question des piquets de grève : contrairement à ce qu'affirme la direction, l'entrée dans l'entreprise est libre puisque deux petites portes sont ouvertes en permanence. Le tribunal enfin donne tort une dernière fois à la direction, vu qu'elle refuse d'ouvrir des négociations.

La direction, comme on pouvait s'y attendre, a fait appel à ce jugement.

vant les portes de l'usine. D'habitude, une dizaine de délégués sont présents à la réunion de l'intersyndicale, cette fois, une trentaine de travailleurs des piquets s'y sont joints. La colère va alors gronder : devant le refus de la direction de négocier, les travailleurs décident de «sortir» les 88 cadres.

Que dire du fonctionnement de la grève ?

Le fonctionnement de l'intersyndicale se déroule dans une très bonne unité d'action CFDT, CGT et FO. Toutes les informations sont données brutes aux travailleurs ; ensuite, tout le monde en fait l'analyse.

En ce qui concerne l'organisation de la grève, notons que deux importants piquets ont été mis en place, l'un à l'entrée Nord, l'autre à l'entrée Sud ; les assemblées générales se

tiennent à un seul piquet afin que les travailleurs, dans leur ensemble, soient au courant des informations et puissent discuter tous ensemble. En outre, il a été créé une commission sociale, chargée de s'occuper des cas difficiles, de contacter les mairies, de l'animation. Un contact vient d'ailleurs d'être établi avec la mairie de Pont de Claix qui offre par jour 30 repas pour les grévistes.

Plusieurs manifestations de popularisation ont eu lieu dans Pont de Claix ainsi que deux autres qui se sont rendues au siège de la direction.

A Rhône-Poulenc, Pont de Claix, on n'a jamais vu une grève aussi dure, aussi déterminée et aussi bien organisée, même en mai 1968.

Corresp. GRENOBLE

## Merlin-Gérin Grenoble

# LES MAUVAIS COUPS D'UN LONG WEEK-END

### De notre correspondant à Grenoble

Mercredi 31 au matin, le moral est au beau fixe dans les usines occupées. Les travailleurs tiennent bon. Et pourtant, deux jours après, ils seront invités à «libérer les usines». Ils le feront la rage au cœur, sans avoir obtenu satisfaction sur leurs revendications, seulement contre une promesse de négociation.

Le premier coup mauvais arrivait dès mercredi soir. A la surprise générale, l'intersyndicale proposait un premier vote par usine : «Les propositions chiffrées de la direction (à peu près celles faites à FO, NDLR) vous semblent-elles suffisantes pour lever l'occupation ?»

Ce vote est proposé sans explication claire des intentions de chaque organisation syndicale, il se fait dans la confusion et la précipitation : «Il fallait vo-

ter vite pour que la direction, voyant la bonne volonté des organisations syndicales, les reçoive à la table des négociations avant 18 H mercredi».

Malgré tout, dans beaucoup d'usines, le dépouillement doit être repoussé au lendemain pour que tous puissent voter. Le résultat en est que l'usine H vote l'arrêt de l'occupation ; et surtout la confiance des travailleurs envers l'intersyndicale est fortement ébranlée.

Jeudi, les autres usines restent occupées, mais beaucoup de travailleurs demandent des comptes. Un dirigeant CGT avouera au cours d'une assemblée générale : «On veut que les usines soient libres vendredi pour pouvoir négocier».

Et vendredi matin, l'intersyndicale propose un deuxième vote, les travailleurs se trouvent devant 2 propositions : la CFDT est pour le maintien de l'occupation et la CGT, pour la grève illimitée et la levée de l'occupation.

#### UN CERTAIN VOTE ET LES PROPOSITIONS DE LA DIRECTION

Des travailleurs refusent ce vote, d'autres propo-

sent de le reporter à lundi pour attendre que les forces soient au complet et pour ne pas prendre le risque de vider les usines au cours du week-end. Mais ces hésitations, ces réticences qui s'expriment, dans chaque usine, n'ont pas eu les moyens de se regrouper pour faire changer d'avis l'intersyndicale. Et, élément nouveau, cette fois le vote ne se fera pas par usine mais sera globalisé (même l'usine H qui a déjà levé l'occupation). Les votes seront totalisés sur l'ensemble des usines et chacun devra se plier à la position majoritaire...

Ce qui donne sur 1600 votants : 1/3 se prononcera pour la poursuite de l'occupation, 2/3 pour la levée de l'occupation.

L'occupation est levée sur toutes les usines.

A 17 H, le PDG qui a eu gain de cause (négocier quand les usines seront libres), a alors les coudées franches pour n'accorder que le minimum :

La plate-forme exigeait une prime de rattrapage de 1 300 F. La prime accordée est de 500 F, plus 300 F si les résultats de l'entreprise sont bons, plus 160 F de «prime de Toussaint».

Sur les 4,5% d'augmentation, en somme uniforme demandé pour garantir le pouvoir d'achat, 3% sont obtenus, dont la moitié en somme conforme.

### Quelques rappels

Merlin-Gérin 7 200 travailleurs sur Grenoble, une quinzaine d'usines tout autour de la ville. Un mouvement d'une grande combativité lancé par la CGT et la CFDT sur une plate-forme de revendications communes. En 1 semaine toutes les usines sont en grève illimitée avec 90 % des ouvriers et 40 à 70 % des «bureaux» (secrétaires, dessinateurs, techniciens). Puis en trois jours toutes les usines votent en cascade l'occupation qui est générale le 23 octobre. La détermination est grande, le rapport de force solide, la direction aux abois tente de multiples manœuvres.

— Pointage des non-grévistes chaque matin durant 2 semaines devant les portes de chaque usine.

— Organisation d'une manifestation antigreve, minable ramassis de cadres et d'agents de maîtrise.

— Constat d'huissier aux portes des usines et jugement de 17 travailleurs dont 14 délégués. Le jugement est favorable aux travailleurs. La direction demande alors une «requête sur ordonnance» qui contredit seulement 3 jours après le premier jugement en demandant l'évacuation des usines.

— Ouverture de négociations séparées avec FO.

— Le mercredi 31 octobre remise des fiches de paies où toutes les heures de grève jusqu'au 31 octobre sont enlevées : 1 000 à 2 000 F retirés sur la paie d'octobre.

Pourtant les travailleurs ne se laisseront pas intimider par toutes ces manœuvres.

Pour le plan salarial de 1980, la direction prévoit au minimum 8% d'augmentation. Il y a de bonnes chances pour que l'inflation dépasse largement ce chiffre.

Aucune avancée dans le domaine de l'emploi ; les mutations envisagées sont maintenues.

Des réunions ultérieures entre la direction et les syndicats examineront le problème des libertés.

#### DES QUESTIONS CHEZ LES GREVISTES

Les questions sont nombreuses chez les travailleurs : pourquoi avoir cédé au chantage de la direction ? Pourquoi ce premier vote mercredi soir, au début d'un week-end de 4 jours, vote qui a ébranlé la détermination

des grévistes ? Pourquoi ce second vote de vendredi et n'avoir pas attendu lundi pour renforcer le mouvement ? Et pourquoi ce «vote bloqué» ? comme si ce vote avait été fait par usine, 2 seraient toujours occupées, l'occupation aurait cessé dans 3 autres et pour le reste, aucune majorité ne se dégagerait nettement. Pourquoi avoir lâché les usines, qui étaient pourtant la force des travailleurs ? Et comment s'annonce ce lundi puisque les travailleurs sont en grève illimitée ?

Certains travailleurs envisagent de faire des piquets, d'autres de réoccuper, mais arriveront-ils à recréer ce rapport de force car beaucoup, écœurés par ce qui s'est passé, en fin de semaine dernière, n'avaient plus le goût à la lutte.



Rassemblement devant l'usine T, lors du mouvement de février 1979.

## LEP d'Angers en grève

DES STAGES  
OU ON N'APPREND RIEN,  
OU ON TRAVAILLE  
GRATIS  
POUR LES PATRONS

Ça couvait depuis une semaine, depuis que les lycéens avaient appris le nouveau projet de Beullac, les stages en entreprise intégrés à la scolarité pouvant durer jusqu'à 10 semaines par an. A la faveur des récréations, car les élèves n'ont pas la possibilité de se réunir, les discussions étaient nombreuses et animées : «*Ça peut être intéressant d'aller voir comment cela se passe en usine.*

— *Oui, mais on a bien le temps.*

— *On apprendra rien, on fera le balayage, et le travail à la chaîne.*

— *Et puis on ne sera pas payé.*

— *Il y a beaucoup de chômeurs, on ôtera du travail à des ouvriers et des employés.*

— *L'an dernier j'ai déjà fait un stage, au début c'est intéressant, car on voit des choses nouvelles : mais ensuite on est surtout à la production, on n'apprend plus rien.*

Au LEP Dunant à Angers, les délégués de classe se réunissent et décident la grève. Jeudi 25 octobre, la grève démarre ; seuls 2 LEP sont en grève. La première tâche à laquelle

ils s'attèlent donc les lycéens, c'est d'aller prévenir les autres LEP, si bien que le lendemain la grève se généralise dans les LEP d'Angers. Les professeurs sont en grève ce jour-là à l'appel du SNETP-CGT, et du SGEN-CFDT. Ils apportent leur soutien aux élèves. Bien sûr, il y a des difficultés ; les jeunes découvrent qu'il leur manque une chose importante, l'organisation : comment discuter plus profondément entre eux de leurs revendications et des initiatives à prendre ? Trop souvent dans le passé le pouvoir de décision dans ce genre de mouvement appartenait à quelques personnes et les autres suivaient. S'organiser, ce n'est pas facile, quand on a 16 ans, «*c'est notre première lutte, on n'a pas de lieu pour se réunir et on nous menace de répression.*» Mais les difficultés ne font pas peur aux lycéens. Ils sont bien décidés à les surmonter, à obtenir des lieux de réunion, à élire des comités de grève et à les coordonner au niveau d'Angers. C'est le début d'une lettre très enthousiasmante.

Corr. HR ANGERS

## ● Règlement de compte

Depuis vendredi après-midi, le suicide de Robert Boulin est passé nettement au second plan des informations, pour plusieurs jours : vendredi à 15 h 15, Jacques Mesrine, «*l'ennemi public n°1*», était abattu porte de Clignancourt, à Paris. Visiblement, cette fois, les policiers voulaient sa peau. Cinquante flics de l'office central de répression du banditisme, et de la brigade de recherche et d'intervention, de gros camions banalisés, des voitures banalisées... ils avaient pris les moyens. Plus un règlement de comptes qu'une arrestation qui aurait mal tourné : on a retrouvé 21 impacts de balle sur la BMW, concentrés sur le pare-brise. L'essentiel, pour les flics, c'est que dans cette cavale de dix huit mois de Mesrine, qui les a plus d'une fois tournés en ridicule, le mot de la fin revienne à la police. Vendredi soir, c'est pour fêter cette revanche qu'ils ont joyeusement sablé le champagne.

## ● Nucléaire : panique à Washington ?

Les responsables américains de l'énergie nucléaire viennent de se réunir d'urgence, après la publication des résultats d'une étude officielle sur la fiabilité des systèmes de refroidissement des réacteurs nucléaires : il est à peu près certain que dans plusieurs cas, le système annexe de refroidissement pourrait être insuffisant pour maintenir une température acceptable dans le cœur du réacteur, en cas d'accident.

## Abonnez-vous au Quotidien du Peuple

4 mois ..... 100 F   
1 an ..... 350 F   
Soutien ..... 600 F   
..... F

Nom (en capitale) .....  
Prénom .....  
Ville .....  
Date .....

A renvoyer : BP 225 - 75 924 Paris cédex 19  
Crédit Lyonnais Agence ZU 470, compte n° 668 J.

6<sup>e</sup> Congrès du Syndicat des Avocats de France« NOUS NE SOMMES PAS  
LES ORPHELINS  
DU PROGRAMME COMMUN »

C'est à la bourse du Travail à Toulouse que se déroulait du 1<sup>er</sup> au 4 novembre le 6<sup>e</sup> congrès du Syndicat des Avocats de France. Constitué en 1973, au lendemain de la signature du programme Commun, réunissant notamment une bonne partie des avocats PS et PC, le SAF s'était jusqu'en 1978 situé sans équivoque dans la perspective d'une venue au pouvoir de la gauche. Le 6<sup>e</sup> congrès était donc attendu avec intérêt par les militants du SAF à une période où les partis de gauche sont divisés et où n'apparaît pas d'alternative électorale crédible.

Devant plus d'une centaine de délégués représentant des barreaux de toute la France, le président du SAF, M<sup>e</sup> Claude Michel, dans son rapport moral, proposait «*un recentrage syndical*». «*Syndicats d'avocats*», déclarait-il, «*nous ne sommes pas, disons-le sans ambages, orphelins du Programme Commun. Si après l'échec de mars 1978, il y eût, comme c'était bien naturel, le temps de la tristesse et des interrogations, l'heure est aujourd'hui à l'action syndicale.*» Il insistait sur la nécessité pour le SAF d'accroître sa représentativité au sein de la profession, et d'engager l'action afin d'obtenir la satisfaction des revendications concrètes, «*telles la rémunération sur fonds publics des stagiaires en formation, le paiement des commissions d'office pénale, l'amélioration de l'aide judiciaire, le respect des droits de la défense...*».

Cette idée du «*recentrage syndical*» était bien accueillie, certains congressistes réaffirmant leur volonté d'autonomie vis-à-vis des partis de gauche et se félicitant d'une certaine «*décartellisation du SAF*», ainsi que des récentes prises de position d'avocats du SAF, membres du PCF, dénonçant les atteintes aux libertés dans les pays de l'Est, ainsi Roland Rappaport, dans sa lettre ouverte au Monde. M<sup>e</sup> Rappaport dans une intervention, interrogeait d'ailleurs le congrès sur la question de savoir si le SAF «*n'avait pas trop attendu d'une victoire de la gauche*». Les participants se retrouvaient unis sur la nécessité d'engager une action syndicale dans la profession, en évitant le corporatisme, mais en se préoccupant des problèmes concrets de l'ensemble des confrères.

S'OPPOSER AUX  
INNOMBRABLES  
ET INTOLERABLES  
ATTEINTES AUX  
LIBERTES  
DEMOCRATIQUES

Mais surtout fut réaffirmée la volonté de lutter pour la défense des libertés ; le thème du congrès «*Répression et liberté*» fut introduit par un rapport de M<sup>e</sup> Sylviane Mercier (Pon-toise), qui rappela tout d'abord les innombrables et intolérables atteintes aux libertés démocratiques

qui nous ont, dernièrement assaillis. «*Les affaires Croissant, Piperno, Pace... les manifestations du 23 mars, du 1<sup>er</sup> mai, les assassinats de Curiel, Sébaï, Goldman, et 73 immigrés anonymes dans l'année, la pénalisation des luttes (Renault-Flins, Longwy, le nucléaire, les radios libres), les projets scélérats de lois, de la convention européenne contre le terrorisme, au projet de loi sur l'affichage, sur la fouille des véhicules, le contrôle de l'immigration... par*

à l'espace judiciaire européen, la «*cartellisation des syndicats d'Europe*». C'est dans cet esprit que le SAF a décidé d'organiser une journée européenne pour réfléchir sur ces questions et envisager les moyens de parvenir à la construction d'un espace européen de défense et de liberté. Les procès de Prague, l'affaire Graindorge furent bien sûr évoquées.

LE SOUCI D'UN  
MEILLEUR ACCES A  
LA JUSTICE POUR  
LES PLUS  
DEFAVORISES

Samedi matin, parmi les nombreux invités au congrès du SAF, un représentant du Syndicat de la Magistrature, prenait la parole, intervenant sur l'affaire Lorca, ce juge d'instruction de Verdun, suspendu sur le projet de

d'office, et la revendication que les avocats soient affiliés au régime général de Sécurité Sociale.

Les revendications du SAF vont dans le sens de permettre aux plus défavorisés un meilleur accès à la justice. Actuellement, l'aide judiciaire n'est accordée qu'aux personnes gagnant moins du SMIC, les commissions d'office au pénal ne sont pas payées aux avocats et se battent pour obtenir une extension de l'aide judiciaire, une rémunération des commissions d'office, c'est aussi se battre pour assurer de meilleures conditions de défense.

Le 6<sup>e</sup> congrès a dissous le «*SAF association loi 1901*» et s'est doté de nouveaux statuts qui seront plus en conformité à ses nouvelles orientations syndicalistes.



A la tribune M<sup>e</sup> Fretin, M<sup>e</sup> Cantier et M<sup>e</sup> Michel, président sortant.

l'us et l'abus du flagrant délit et de la loi anticasseurs, par la procédure de la Cour de sûreté de l'Etat, par les QHS... atteintes aux droits d'asile, droit de grève, de manifestation, d'expression, de défense...» Le rapport analysait ensuite le dangereux avant-projet de code pénal, visant à légaliser la doctrine de la Sécurité chère au pouvoir.

Le congrès décida la mise en place au niveau national d'une commission «*liberté et droit pénal*» afin de continuer et d'approfondir le débat amorcé en commission pour dégager des actions. A ce propos, il fut beaucoup parlé de l'Europe, de ce fameux espace judiciaire européen, qui s'il n'existe pas encore dans les textes, existe déjà dans les faits. M<sup>e</sup> Croissier, avocat allemand de Siegfried Haag, lui-même avocat et inculpé dans l'affaire Baader, fit une intervention sur la loi allemande de la «*relégation à vie*». Un représentant du tout récent «*syndicat des avocats du Luxembourg*» invita les avocats du SAF à opposer

loi relatif au statut de la magistrature qui ouvrirait les portes de la justice, par le biais du recrutement latéral, aux policiers, aux militaires, à des personnes formées à l'obéissance hiérarchique qui seraient à l'évidence des juges aux ordres. Le SAF affirma sa solidarité au SM et notamment à l'occasion de la grève du 6 novembre que le SM organise pour s'opposer à ce projet.

Samedi après-midi, les statuts économiques et sociaux des avocats ont été abordés. Bien entendu, il existe toujours des avocats ayant des revenus extrêmement élevés mais de nombreux avocats rencontrent des problèmes financiers. Ils ne bénéficient pas de la Sécurité Sociale, et une femme avocat qui arrête son travail parce qu'elle attend un enfant ne perçoit aucune indemnité et continue à payer ses cotisations sur la base du revenu de l'année précédente. L'action syndicale engagée par le SAF porte sur les problèmes de l'aide judiciaire, de la rémunération de la commission

UNE AUTONOMIE FACE  
AUX PARTIS  
DE GAUCHE  
A CONFIRMER

Si le 6<sup>e</sup> congrès du SAF a affirmé sa volonté d'autonomie face aux partis de gauche, s'il a affirmé sa volonté d'être plus un véritable syndicat d'avocats dans le sens de toujours plus défendre les libertés, tout en étant plus proche des préoccupations des autres avocats, et cela est positif, le congrès a cependant été traversé tout au long de son déroulement par des querelles et des batailles électorales, visant les places au conseil syndical et plus probablement la présidence, assez malsaine et interrogeant sur la soi-disant décartellisation du SAF. Ce sont dans les mois qui viennent, avec la mise en place de la nouvelle commission sur la liberté et le droit pénal, avec la riposte des sections sur le terrain qu'on verra ou non se matérialiser les nouvelles options du congrès.

# L'ENTERREMENT DE L'AFFAIRE BOULIN

Samedi Boulin a été enterré dans son village natal. Barre et une dizaine de ministres ont tenu à être présents aux obsèques, ni Giscard ni Chirac n'y assistaient : le président entend certainement étouffer l'affaire et le chef du RPR garde soigneusement ses distances. Cette affaire, presque enter-

rée, aura été «éclairée» par de scandaleux hommages au ministre du Chômage, émaillant les commentaires de certaines organisations syndicales comme les pamphlets de «L'Humanité» contre le «Canard Enchaîné».

Après le suicide de Boulin, membre d'un gouvernement fauteur de chômage, de vie chère, de répression, voilà que des organisations syndicales ; FO et CGC mais aussi CFDT découvrent au ministre du Travail un «esprit d'ouverture et de dialogue». La mort de Boulin aurait-elle blanchi le ministre ? Andrieu qui avait déjà trouvé que Boulin était un adversaire «honorable» n'hésite pas à écrire dans un éditorial que le suicide de Boulin «est là pour nous rappeler que la presse, elle aussi peut tuer». La veille Leroy avait déjà assimilé le «Canard Enchaîné» à «Minute» pour ranger ses collaborateurs parmi «les pires ennemis de la presse». Samedi, Andrieu remet ça en argumentant de façon étonnante sa mise en accusation du «Canard».

celles qu'elle ne cessé de déverser contre les révolutionnaires, tempère la liberté de la presse par une version très contestable de la «responsabilité du journaliste». Inquiétante conception de l'information !

## VERS UNE AFFAIRE ENTERREE ?

La volonté du gouvernement d'arrêter le développement de l'affaire est très nette. Après avoir vio-

lemment attaqué le «Canard», c'est le silence de l'Élysée. Le garde des sceaux s'est efforcé d'afficher sérénité et compassion. N'a-t-il pas exprimé ses condoléances à la famille en lui rendant visite jeudi ? N'a-t-il pas le lendemain assisté au départ du corps pour Libourne ? A l'enterrement Peyrefitte s'est fait représenter. D'autre part il a ordonné vendredi une enquête à propos d'une éventuelle violation

du secret de l'instruction concernant l'affaire des terrains de Ramatuelle. Attitude «digne» pour sauver la face, mais qui du même coup met l'accusation de Boulin sur le compte d'un moment d'égarement. Pour l'instant l'affaire disparaît des unes, mais déjà le conseil du RPR l'a inscrit à l'ordre du jour de sa réunion de lundi.

Didier DELORME



Peyrefitte fait de gros efforts pour garder la tête haute.

Pour Andrieu, les attaques contre la liberté de la presse de la part du gouvernement ne comptent guère car «elles n'ont pas fait beaucoup de victimes». Le seul vrai problème ce serait les critiques adressées à «L'Humanité» par les autres journaux. Non content de faire du dossier du «Canard» un tissu de calomnies, «L'Humanité» qui oublie toutes

## En bref...En bref...En bref...En bref...

### ● La Fédération de Paris du PCF secouée par l'affaire Fiszbin

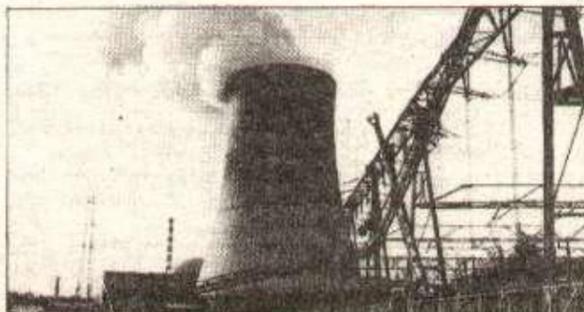
En janvier dernier, le secrétaire de la Fédération de Paris du PCF, se retirait «pour raison de santé». Il s'avère que les contradictions politiques continuent de perturber la direction de cette fédération.

Alors que d'après conflits à ce sujet se déroulent au sein de la direction du PCF, des conférences d'arrondissement qui doivent se tenir fin novembre, ne seront sans doute pas saisies de tous les tenants et aboutissants de «déballage» de linge sale qui se tient actuellement au niveau le plus élevé.



▲ Les commandos rodhésiens du Premier ministre Muzorewa ont assassinés 70 Zimbabwéens, civils et guérilleros au cours d'un raid en Zambie en fin de semaine dernière. On voit sur cette photo le retour d'un membre du commando et deux de ses prisonniers.

Des anti-nucléaires suisses ont mis à bas, à l'aide d'explosifs, un pylone haute tension non loin de la centrale de Goesgen-Daeniken. Ils entendent ainsi s'opposer à la mise en service de la quatrième centrale nucléaire suisse, qui doit fournir une puissance de 920 mégawatts.



### ● Tchécoslovaquie : encore sept signataires de la Charte 77 arrêtés

Sept signataires de la Charte 77, parmi lesquels deux membres du VONS (comité de défense des personnes injustement poursuivies) ont été arrêtés vendredi par la police tchécoslovaque. Des perquisitions avaient été organisées dans leurs appartements en vertu d'un article du code pénal sur le «terrorisme». Les dissidents sont en effet accusés de «causer des dommages à la République, de détruire un édifice important et d'organiser un attentat contre le Président de la République». Pour tenter de briser le mouvement de la Charte 77, le pouvoir ne lésine pas sur les moyens ni sur les accusations.

### ● Centrafrique : l'arrestation de Patassé, une nouvelle provocation

Samedi, Patassé, dirigeant du MPLC (Mouvement populaire de libération de Centrafrique) et personnalité de l'opposition, a été arrêté arbitrairement par l'armée centrafricaine à une quarantaine de kilomètres de la capitale, Bangui. Patassé avait disparu lundi 29 octobre : l'armée avait incendié sa villa après avoir réprimé une manifestation étudiante contre le régime de Dacko. Dacko, mis en place par les paras français qui continuent à le protéger, avait accusé sans preuves Patassé de préparer un coup d'Etat avec l'aide de l'étranger. L'arrestation de Patassé va probablement accroître encore la tension en Centrafrique, alors que le mouvement populaire qui a chassé Bokassa réclame l'organisation d'une table ronde associant tous les partis politiques et des élections libres.

### ● Israël : un criminel de guerre libéré pour «bonne conduite»

Daniel Pinto, lieutenant de l'armée sioniste, qui avait été condamné pour avoir tué trois habitants d'un village du Sud-Liban, vient d'être remis en liberté. Il avait été condamné d'abord à huit ans de prison, mais cette peine avait été réduite à deux ans sur décision du chef d'état-major Eytan. Au bout de quelques semaines de prison, il vient d'être libéré pour «bonne conduite».

Un de ses collègues le lieutenant-colonel Sapé avait été condamné à cinq ans de prison pour avoir exécuté un prisonnier au Sud-Liban en mars 1978. A la demande du chef d'état-major, sa peine vient d'être réduite à trente mois. On explique cette clémence par le fait qu'ils auraient appliqué des directives «discrètes» de l'état-major sioniste, conseillant d'exécuter les prisonniers.

### ● Corée : les dessous de l'assassinat de Park

Le dictateur coréen Park a été enterré à Seoul samedi. Une semaine après son assassinat par Kim Jae Kyu chef du service de renseignement (KCIA) de Corée du Sud, les explications données par le régime restent confuses et contradictoires. Cependant plusieurs informations font état d'une réelle crise du régime en place coïncidant avec des pressions exercées par les USA : en effet, les principaux chefs de l'armée auraient tenu avant la mort de Park des réunions secrètes pour critiquer les méthodes de répression du dictateur. Ils auraient été en relation avec le chef des services de renseignement, considéré en général comme un homme de confiance des Etats-Unis. Même si la responsabilité directe des USA n'est pas démontrée, il se confirme qu'il y a au moins une convergence entre la révolution de palais qui s'est produite à Seoul et les plans de Carter concernant la Corée.

## le quotidien du peuple

- Directeur politique ..... Charles Villac
- Rédacteur en chef et section luttes ouvrières ..... Gérard Privat
- Rédacteurs en chef adjoints ..... Marc Levigan, Fabien Vaudois, Jean Lermet
- Section politique ..... Nicolas Duvallois
- Section internationale ..... Jean-Paul Gay
- Section informations générales ..... Monique Chéran
- Secrétaire de rédaction ..... Hélène Roussillon

Le Quotidien du Peuple  
 Adresse Postale BP 225 75 924 Cédex 19  
 Crédit Lyonnais Agence ZU 470 Compte N°668 J  
 CCPN°23 132 48 F - Paris  
 Directeur de Publication : Y. Chevet  
 Imprimé par IPCC - Paris Distribué par les NMPP  
 Commission Paritaire : 56 942

téléphonez  
 au  
 quotidien  
 636 73 76

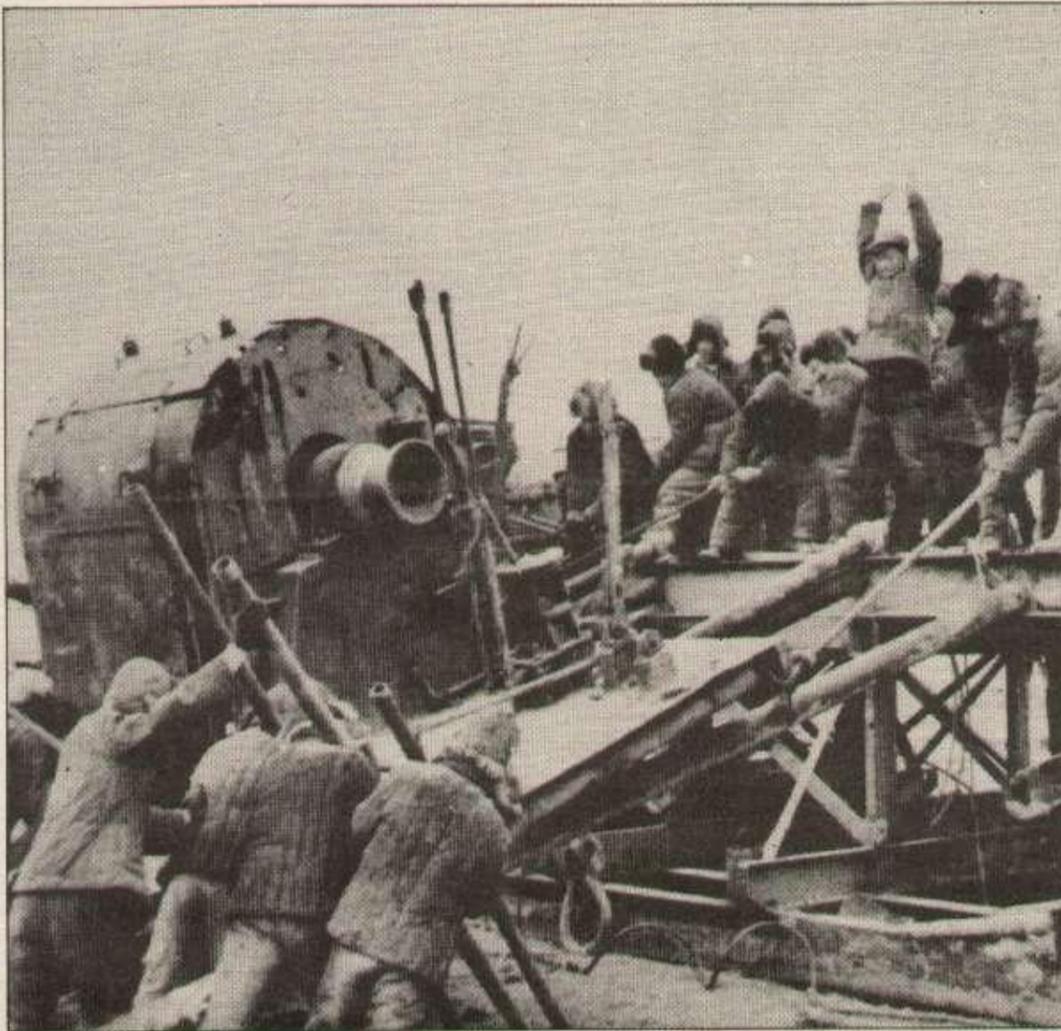


## UN QUART DE SIECLE DE CHINE NOUVELLE

Les souvenirs  
d'une française  
à Pékin

Arrivée à Pékin en 1953, avec son mari chinois, Denise Lebreton, qui a passé toute sa vie en Chine, raconte ses souvenirs. Elle a découvert tout d'abord une Chine fortement marquée par son passé, mais où l'espoir suscité par la révolution entretenait une chaude fraternité. La Chine, désormais, allait commencer à se transformer...

La machine de levage faisant défaut Wang King-hsi conduit des ouvriers à transporter des équipements avec de simples outils



de ses purs bas-reliefs. Le petit tramway vert n'eut plus droit de cité et ses rails ne vinrent plus couper l'artère majestueuse de Chang. Le Palais impérial soigneusement restauré prit rang parmi les plus beaux musées du monde. Puis ce furent les dix grandes constructions qui marquèrent le dixième anniversaire.

La construction du Palais de l'Assemblée fut une tâche nationale ; on mobilisa des employés et des cadres de toutes les unités de travail de la capitale, des étudiants et élèves de toutes les écoles qui travaillèrent aux côtés des ouvriers de quinze jours à un mois. C'est un des plus beaux souvenirs de mon mari qui pourtant ne fit qu'aider à coffrer du ciment et à retirer des clous. On construisit en même temps le Musée d'histoire ; Tiananmen prit dès lors sa physionomie d'aujourd'hui, et Beijing commença à apparaître comme une grande capitale moderne...

Le haut fourneau  
dans la cour

Quelques tristes images dans ma tête se heurtent à celles que je viens d'évoquer. Ce sont les outrances du « grand bond », la fatigue qui s'abat sur les travailleurs malgré l'enthousiasme, les gens qui s'endorment dans les autobus les traits tirés ; ce sont les tableaux des courbes de production qui s'alignent sur les promesses souvent extravagantes de traduire encore plus de mots, de corriger plus de pages. Ce sont des volumes qu'on entasse avec des statistiques fantaisistes et qui ne seront jamais distribués.

C'est la campagne pour la fabrication de l'acier où s'engage l'aveuglette chaque unité de travail de Beijing. Une bonne partie de notre personnel est mobilisé pour faire de l'acier. Je vois encore le four, monté à grands frais, tapi dans la cour. Des équipes se relaient jour et nuit autour de lui, et un jour, au son des tambours et des gongs on promène tout enrubanné, dans toutes les sections, un bloc d'acier de notre fabrication... gros comme deux poings.

Puis viennent les images des « années difficiles » de 58 à 60, la chasse aux provisions, les tickets d'alimentation plus précieux que l'argent, et notre gêne à nous, les étrangers, d'être des privilégiés pour des choses essentielles de la vie. Nous voyons bien aussi que nos collègues sont mal logés, qu'on ne construit guère d'habitations nouvelles, les bâtiments d'intérêt économique passant avant tout. Bref, la vie du peuple ne s'améliore pas assez vite. Mais c'est de l'extérieur que vint la grosse secousse : le changement de politique en Union Soviétique, la rupture de ses contrats avec la Chine, le retrait de ses experts. Le peuple perd confiance dans les « amis étrangers » et instinctivement prend aussi avec nous ses distances, tandis que le président Mao, fort de son optimisme révolutionnaire, compte sur l'appel aux masses pour éviter le révisionnisme et continuer la révolution, et c'est le déclenchement de la « Grande Révolution Culturelle Proletarienne », en prenant « culturelle » au sens le plus large du mot, une révolution qui touche la politique et la civilisation même du pays...

Dans notre prochaine  
édition :  
LES GARDES  
ROUGES A PEKIN

## 2 - Les premiers pas du socialisme

Il faudrait un livre, des livres, pour brosser un tableau de l'éducation socialiste en Chine jusqu'en 1965 ; on en trouve tous les éléments d'ailleurs dans les œuvres choisies de Mao Zedong. Les images se pressent dans ma tête dans le désordre de l'abondance. C'est en 1954, la première constitution donnée au pays avec la structure de son régime socialiste. Ce sont en 1956 les tambours, les gongs des cortèges qui célèbrent les transformations socialistes de l'industrie, du commerce et de l'artisanat, et qui s'avancent dans le crépitement et la fumée des pétards.

Renaissance  
dans les campagnes

Tout se passe dans le calme ou plutôt la joie populaire, et aucune coupure ne se manifeste dans l'approvisionnement. Disparus les échoppes des « deux époux », les magasins de famille, vivent les coopératives, qui installent des magasins simples mais propres et bien garnis dans tous les quartiers de Beijing ; ce sont mêmes des « groupes commerciaux » comme on dirait en Europe, car le magasin de vêtements, étoffes et ustensiles de la vie courante se double en général de halles pour les denrées fraîches et autres produits alimentaires.

Pour moi la collectivisation de l'agriculture se cristallise dans quelques visions qui s'imposèrent à nous dans des voyages à travers la Chine et au cours d'une visite à Dazhai. En 1956, une fois publiés les textes du huitième congrès du Parti, nous primes des vacances ; l'automne étant déjà avancé, on nous conseilla d'aller jusqu'à Canton. Dans la traversée du Henan, je fus frappée par l'aspect de pauvreté de la campagne chinoise : des champs maigres et pierreux

aux terres à peine entamées, quelques bouquets de jujubiers, des maisons rares et branlantes, des paysans hâves, mal couverts d'habits rapiécés. Et on m'avait dit que c'était là des terres à blé, un des greniers de la Chine !

En 1966, il me fut donné de retrouver le Henan ; bien sûr cette fois c'était le printemps, mais toutes les terres que j'apercevais étaient cultivées, blé en herbe ou luzerne en fleurs. Les communes populaires ou les brigades de production groupaient des maisons simples, mais neuves ou bien retapées. Hommes et femmes travaillaient par groupes dans les champs, et des quantités de petits réservoirs d'eau parsemaient la campagne comme des éclats de miroirs...

## Le miracle pétrolier

Le pétrole est là en Chine, il pourra jaillir de partout. Et cette victoire vitale, la Chine ne la doit qu'à elle-même, aux travaux patients de ses géologues, à l'enthousiasme des foreurs de puits, au sacrifice d'un Wang Jinxi, l'homme de fer qui finit pas s'user à la tâche, à la clairvoyance du Président Mao et de Zhou Enlai qui surent voir toute l'importance de la question et encourager les pionniers du pétrole. Je revois les moments difficiles : après l'abandon de l'URSS en 1960, et du fait du blocus américain sur le commerce extérieur, la Chine allait être privée de pétrole. A Beijing et Shanghai, les autobus portaient sur leur dos une grosse poche à gaz qui tremblotait sous l'effet de la marche, et j'avais toujours peur que ces insectes hideux n'exploient en se rencontrant.

Et ce fut le miracle : dès 1963 la Chine pouvait se suffire en pétrole. En 1964, Mao Zedong donnait le champ pétrolifère de Daqing en exemple à toute l'industrie ; et l'expansion de la production du pétrole s'est pour-

suivie presque sans interruption jusqu'à aujourd'hui, où elle a décuplé par rapport à 1963, tandis que se construisaient pipes-lines et raffineries, si bien que la capacité de raffinage s'est accrue en tout de 13 fois.

De 1955 à 1958 la Chine est entrée dans une période d'essor scientifique et technique. On commence à construire de grandes usines sur le modèle soviétique, parfois mal placées, parfois incommodes, mais qui fonctionnent et où s'éduque le prolétariat chinois. J'ai pu voir un peu plus tard, en 1959 et 1960, le résultat : le montage à la chaîne des automobiles de Changchun, les roulements à bille et les tracteurs de Luoyang. Le grand pont de Wuhan était jeté sur le Changjiang.

Un programme de 12 ans pour l'énergie atomique avait été mis sur pied en 1956 et atteint cinq ans avant terme. En 1964, c'était la première bombe atomique chinoise, et on se congratulait place Tiananmen en s'arrachant l'édition spéciale du *Quotidien du Peuple* relatant cet exploit. Beaucoup de progressistes à l'étranger jugeront que ce n'est pas là un progrès, mais il doivent admettre tout de même que c'est une prouesse technique. Du reste pourquoi la Chine ne se tiendrait-elle pas sur la défensive ? Se cacher la tête dans le sable ne sert à rien...

Comment changer  
les « intellectuels  
de porcelaine » ?

Quant aux recherches dans l'enseignement, elles tournaient surtout autour de la question de l'union du travail manuel et intellectuel, de la meilleure manière de les combiner. Cette matérialisation de la pensée de Mao Zedong en vue de faire disparaître progressivement l'écart entre les travailleurs intellectuels

et manuels me parut une belle entreprise d'une longue portée. J'avais rencontré en Europe certains intellectuels chinois gourmés et fragiles que j'appelais en moi-même des « intellectuels de porcelaine » — je ne parle pas ainsi bien sûr des étudiants chinois-ouvriers — et je les avais toujours trouvés dangereusement coupés du réel. Certains plongés dans leur chambre, ont quitté la France après une dizaine d'années, sans avoir rien compris ni à la vie du pays ni à la civilisation occidentale. En France, l'intellectuel, s'il est souvent coupé des travailleurs, ne l'est pas tellement de la matière ; dans ses loisirs, il jardine, bricole, fait du sport, il est assez adaptable.

Mais comment réaliser cette union ? Mes élèves de Beida m'arrivaient quelquefois haleotants du travail manuel ou du sport ; ils luttèrent au cours pour ne pas s'assoupir ou disparaissaient un mois ou deux pour aller prendre part aux travaux des champs. L'effort était parfois harassant et ils perdaient le goût de l'étude. Cependant de bonnes formules furent trouvées : des ateliers installés dans le campus même, et des universités ouvrières organisées dans les usines. J'en visitai en 1960 à Shanghai, cela marchait. J'espérais qu'on trouverait l'équilibre raisonnable...

## Une capitale moderne

Il y eut enfin les transformations de Beijing qui s'imposèrent à notre vue. D'abord on élargit les avenues et on les planta d'arbres. Cela ne coûtait pas trop cher et embellissait tout de suite la ville. La place Tiananmen apparut un jour dégagée de son corset de murs rouges, tandis qu'en son centre se dressait le monument aux héros du peuple avec les scènes parlantes

# Bolivie LE PEUPLE REFUSE LE COUP D'ETAT

Après le coup d'Etat du 1<sup>er</sup> novembre, le colonel Alberto Natush Busch s'est proclamé président de la République bolivienne et a formé un gouvernement composé de militaires et de civils. Les ministres qui sont membres du MNR (Mouvement nationaliste révolutionnaire) ont été désavoués par leur parti. Cependant, l'opposition n'a pas accepté le fait accompli et organise la résistance. La plupart des partis et des syndicats ont formé un comité de défense de la démocratie qui appelle à la grève générale, tandis que le président déposé Walter Guevara a formé un gouvernement clandestin.

## UN PROCESSUS DEMOCRATIQUE ENRAYE

Depuis le coup d'Etat de 1964 qui avait mis fin à l'expérience réformiste du MNR, c'est une suite de dictatures militaires qui a régné sur la Bolivie de 1964 à 1978. Fin 1977, le dictateur Banzer était contraint d'annoncer l'organisation d'élections libres pour 1978. En fait, les élections de juillet 1978 étaient marquées par de nombreux incidents et d'importantes fraudes. Le général Pereda, élu à une infime majorité, voyait son élection contestée et annulée. C'est alors qu'il s'empara du pouvoir après un coup d'Etat militaire. En novembre 1978, un contre-coup d'Etat du général Padilla relançait le «processus démocratique» avec de nouvelles élections prévues pour 1979.

La démocratisation de la Bolivie après 15 ans de

dictature militaire avait été saluée et soutenue par les Etats voisins du Pacte Andin. Le gouvernement de Padilla avait des positions favorables à la révolution sandiniste du Nicaragua et la Bolivie avait été admise comme membre du mouvement des non-alignés au sommet de La Havane.

En fait, les élections de juillet 1979 étaient également contestées avec peu de différences entre Suazo et Paz Festensoro, tous deux anciens dirigeants du MNR. Le congrès qui devait choisir y a renoncé et nomma le 6 août Walter Guevara président du Sénat comme président intérimaire.

Face à cette division et ces hésitations des partis politiques, les militaires partisans de Banzer commencèrent rapidement à s'agiter pour reprendre le pouvoir, qui ne leur échappait que depuis quelques mois. Déjà, le 11 octobre, une poignée d'of-

ficiers avait organisé en province une rébellion contre le gouvernement. La semaine dernière, il semble que ce soit la majorité des garnisons du pays qui se sont ralliées au colonel Busch, ancien ministre de Banzer. Alors même qu'il réprimait la manifestation de protestation, faisant plusieurs morts, le nouveau pouvoir affirmait rechercher «le renforcement de la démocratie qui s'affaiblissait progressivement sous le gouvernement du président Walter Guevara». Ces déclarations n'ont nullement trompé le mouvement étudiant, la centrale syndicale COB et les partis qui n'acceptent pas le fait accompli.

## REACTIONS DEFAVORABLES

Alors que les gouvernements des pays voisins du Pacte Andin, notamment le Venezuela, soutenaient le processus de démocratisation, ils ont marqué leur mécontentement à l'annonce du coup d'Etat de La Paz. A l'assemblée générale de l'Organisation des Etats Américains, nombre de délégués avaient tenu à saluer l'évolution du régime bolivien.

Le coup d'Etat de Busch contrarie par ailleurs la politique des USA en Amé-

rique Latine. En effet, l'administration Carter voyait dans un retour à la légalité la perspective d'une stabilité politique qu'elle estime plus conforme aux intérêts américains que la continuation d'une dictature militaire. A l'occasion de l'assemblée de l'OEA, le secrétaire d'Etat Vance avait rencontré le président provisoire Guevara pour lui exprimer son soutien. Invité avec d'autres personnalités à rencontrer Vance, le futur auteur du coup d'Etat avait refusé.

De ce fait, la réaction de Washington au coup d'Etat de La Paz a été défavorable et rapide. Le gouvernement américain a décidé le lendemain la suppression d'une grande partie de l'aide accordée à la Bolivie (6 millions de dollars d'aide militaire et 50 millions d'aide économique). Il ne reste que 28,5 millions d'aide alimentaire. Reston, porte-parole du Département d'Etat, a déclaré que le coup d'Etat «représentait un important recul dans la marche faite par le peuple bolivien vers la démocratie et les droits de l'homme». Il a aussi parlé du rôle que devrait jouer l'ambassadeur américain à La Paz, déclarant que celui-ci «restait en contact avec de nombreux hommes politiques boliviens pour discuter avec eux de la situation».

## Conférence sur le Zimbabwe Nouvelle version du plan britannique

Après la violente dénonciation du plan britannique pour le Zimbabwe par le Front Patriotique, le gouvernement britannique a proposé à la fin de la semaine dernière une nouvelle version de ce plan. Il prétend y faire des «concessions» au mouvement de libération et lui offrir des «garanties» pour l'organisation d'élections libres.

Selon cette nouvelle version du plan, les Britanniques donneraient des engagements plus précis pour la sécurité des dirigeants et des cadres du Front qui se présenteraient aux élections. Dans cette perspective, le gouvernement britannique serait aidé dans sa tâche par des conseillers et des officiers britanniques en nombre plus grand que celui qui avait été précédemment envisagé. La nouvelle version insiste également sur le rôle des observateurs des pays du Commonwealth. Elle envisage également que «les commandements militaires des

deux parties», c'est-à-dire du Front Patriotique et du régime de Salisbury, devraient participer au contrôle du cessez-le-feu. Il ne semble pas que le mouvement de libération puisse se contenter d'un renforcement du rôle des Britanniques pour garantir les élections, puisque le Front a demandé que des observateurs ainsi que des forces militaires de l'ONU participent au contrôle de ces élections. De plus, même avec les aménagements prévus, ce sont toujours la police et l'armée du régime raciste qui ont la responsabilité du «maintien de l'ordre» pendant la période intérimaire devant précéder l'indépendance du Zimbabwe. Carrington, ministre britannique des Affaires Etrangères, a laissé entendre que ce plan représentait le maximum de concessions que Londres puisse faire. Cependant, il ne semble pas qu'il satisfasse aux exigences légitimes du Front Patriotique du Zimbabwe.

## ● Visite du président Hua Guofeng à Londres

Dans un discours prononcé le 1<sup>er</sup> novembre à Londres, le président Hua Guofeng a traité du danger de guerre et de la politique de la République Populaire de Chine visant à défendre la paix et à retarder la guerre. Faisant allusion aux années précédentes, il a déclaré : «La politique de concession vis-à-vis des forces d'agression fascistes a fini par conduire le monde à un grave désastre. Cette douloureuse leçon de l'histoire, nous devons la garder à jamais à l'esprit». Il a poursuivi : «Le maintien de la paix ne doit pas reposer uniquement sur une aspiration sincère, mais sur une puissance ferme et sur une volonté flexible. Nous ne nous opposons pas à la détente. Mais celle-ci doit être une réelle détente qui garantisse l'indépendance et la sécurité des divers pays et non une pseudo-détente qui camoufle l'expansion et l'agression. Nous sommes pour le désarmement à condition qu'il s'agisse d'un désarmement réel, favorable à la réduction de la menace de guerre, et non d'un semblant de désarmement masquant la course aux armements. Le point de départ essentiel de la politique étrangère de la Chine est de combattre l'hégémonie, de sauvegarder la paix mondiale, et de s'efforcer de retarder l'éclatement d'une guerre mondiale».

D'autre part, dans le cadre d'accords signés au cours de la visite du Premier ministre chinois en Grande-Bretagne, les deux pays ont décidé d'accroître leur coopération dans les domaines de l'éducation, de la culture et du transport aérien.

## ● Afrique du Sud : attaque d'un poste de police de Soweto

A Soweto, ghetto noir où la révolte de 1976 avait éclaté, un poste de police a été attaqué par un groupe de guerilleros, qui ont tué deux policiers et en ont blessé un autre. Ils étaient armés de fusils et de grenades. Les forces de répression racistes qui ont immédiatement encerclé et quadrillé la ville n'ont pu retrouver les combattants de la liberté. Après la répression impitoyable du mouvement de lutte contre le régime de l'apartheid, et l'interdiction des organisations noires, il semble que le mouvement de libération s'oriente de plus en plus vers l'organisation de la lutte armée : l'attaque de ce poste de police est une nouvelle manifestation.

J.P. C.

## Les USA et le conflit du Sahara

# BRZEZINSKI A ALGER

## Un secrétaire d'Etat adjoint au Maroc

C'est au moment où l'administration Carter vient de décider l'envoi d'armes au Maroc pour la guerre du Sahara que Brzezinski, envoyé par Carter pour l'anniversaire du début de la lutte de libération en Algérie, a rencontré Chadli et les

principaux responsables algériens. Il semble que le conseiller spécial de Carter ait tenté de persuader les dirigeants algériens que la décision de livraisons d'armes au Maroc n'aurait pas pour conséquence une aggravation de la tension dans la région et une ag-

gression contre l'Algérie. En effet, le président américain, dont la décision a été controversée aux USA, tient à montrer que, tout en soutenant Hassan II, que la CIA estime menacé par l'échec de l'aventure saharienne, il ne mène pas une politique délibérément hostile à l'Algérie. En effet, l'importance des liens économiques existant entre Alger dans le Tiers Monde interdisent au gouvernement américain de couper les ponts avec l'Algérie. Brzezinski a également tenté de persuader le gouvernement algérien de ce que les USA veulent une «solution politique» et sont décidés à faire pression sur Hassan II dans ce sens.

Parallèlement, Christopher, secrétaire d'Etat adjoint américain, rencontrait le roi du Maroc. Faisant en quelque sorte écho à Brzezinski, il a déclaré à l'issue de sa visite qu'il était «très encouragé de

voir l'accord très large qui existe entre le roi et le gouvernement des Etats-Unis sur le besoin de dégager une solution pacifique pour résoudre le problème du Sahara occidental».

Notons tout de même que les dernières déclarations du roi du Maroc montraient au contraire que les livraisons d'armes américaines contribuaient à renforcer sa position et qu'il n'envisageait toujours pas de négociation avec le Front Polisario. A l'ONU, l'Algérie ainsi que 39 autres pays membres du mouvement non-aligné viennent de déposer un projet de résolution demandant au Maroc de s'engager dans un processus de paix comme la Mauritanie et de mettre fin à l'occupation du Sahara occidental.

## ● Yasser Arafat à Lisbonne

Arrivé à Lisbonne pour participer à la Conférence Internationale de solidarité avec le peuple arabe et la Palestine, Yasser Arafat, dirigeant de l'OLP, s'est entretenu avec les principaux dirigeants portugais. Rappelons que le dirigeant de l'OLP a déjà été reçu par le gouvernement autrichien et espagnol, et que l'OLP vient d'ouvrir un bureau en Turquie. Il s'agit d'un nouveau pas de la Résistance Palestinienne pour obtenir une reconnaissance internationale, en particulier des pays européens.

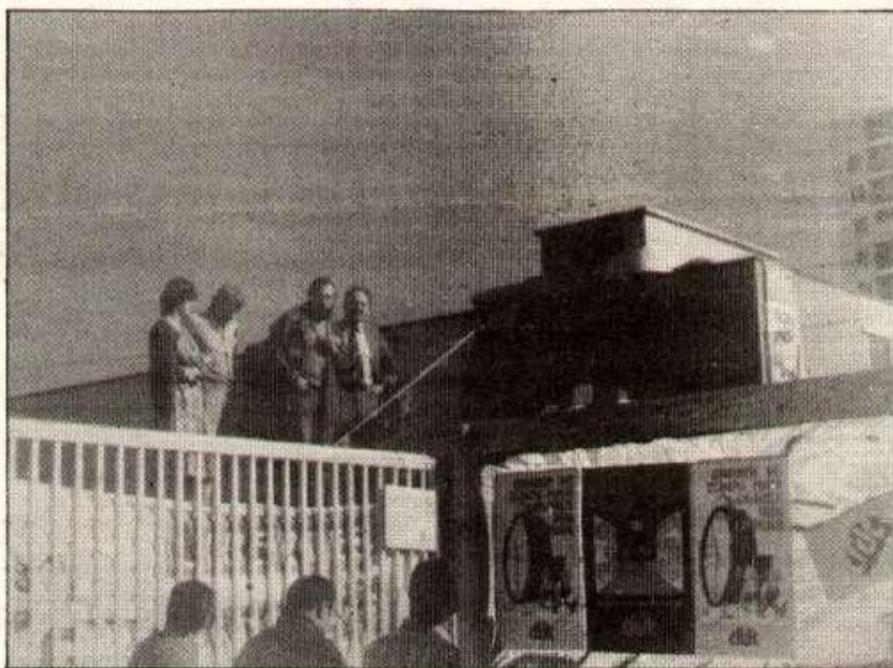
C'est d'ailleurs à l'Europe que Yasser Arafat a lancé un appel, déclarant notamment : «Si la communauté internationale n'agit pas au moment approprié, l'explosion aura lieu sans doute au Proche-Orient... Nous croyons que les Etats européens doivent prendre une initiative immédiatement».

# ALSTHOM-BELFORT : LES NEGOCIATIONS PIETINENT

De notre envoyé spécial François NOLET

Vendredi matin, contrairement à des informations diffusées par des radios périphériques, l'occupation était maintenue contre le refus de la direction d'engager immédiatement des négociations, et les grévistes bloquaient plusieurs des accès à la ville (notre dernière édition).

Dans l'après-midi du vendredi, plusieurs centaines de militants syndicaux qui avaient participé aux actions du matin, décidaient de se rendre à la préfecture. En quelques secondes, le hall d'entrée était envahi, à la surprise des flics de ville présents dans l'édifice. Mais, très rapidement, six cars de gardes mobiles prenaient position dans la préfecture et dans les jardins, cependant que l'internationale retentissait dans le hall. C'est à grand peine que le maire de Belfort et les responsables syndicaux parviendront à convaincre les travailleurs présents à quitter les lieux, après qu'une délégation eut été reçue par le préfet. L'intersyndicale lui déclarait que «*la marmite commence à chauffer*», cependant que le préfet affirmait être en



contact permanent avec l'Hôtel Matignon. C'est dire l'importance que l'on attache en haut lieu à mettre un terme au conflit.

Parralèlement, la commission de conciliation, réunie l'après-midi, enjoignait aux deux parties de se réunir pour négocier.

Samedi matin, pour la première fois depuis le début du conflit, les représentants syndicaux et patronaux d'Alsthom se retrouvaient donc devant une table.

Samedi à 16 heures, un responsable CGT donnait un premier compte-rendu de la réunion devant plu-

sieurs centaines de travailleurs de l'entreprise : il en ressortait que la direction n'était pas disposée à reculer. La CGT estimait toutefois positif, le seul fait que des négociations se soient ouvertes.

Cette appréciation provoquait parmi les travailleurs présents, bien des moues sceptiques. L'ouverture de négociations était en effet rendue obligatoire par la commission de conciliation qui est un organisme officiel.

On peut donc s'interroger sur l'appréciation positive portée sur le seul fait que des négociations se soient ouvertes alors qu'à ce moment, le contenu des négociations n'apportait rien de neuf.

Dimanche matin les négociations reprenaient à 10 heures et se poursuivaient dans l'après-midi, cependant qu'une fête de solidarité se déroulait au centre culturel Benoit Frachon (lire par ailleurs).

## Dimanche après-midi : fête autour des grévistes

Dimanche après-midi, au centre culturel Benoit Frachon, se déroulait une fête de solidarité avec les travailleurs de l'Alsthom. 2 à 3 000 travailleurs y ont participé avec leur famille, une animation culturelle étant assurée continuellement de 14 heures à 22 heures.

A 15 heures, une délégation de travailleurs de la CFDT de Longwy présentait un montage diapositive retraçant leur lutte,

devant une assistance attentive de 150 à 200 personnes. A l'issue de la projection un débat s'engageait : on y a souligné particulièrement la nécessité — et les difficultés — de l'unité syndicale, de la participation des non-syndiqués et de l'ensemble de la population aux prises de décisions. Les militants de Longwy ont été appelés à préciser dans quelles circonstances et sous quelle forme ils avaient été ame-

nés à poser la question de la violence ouvrière face à celle du patronat et du gouvernement.

Un vif intérêt était porté à la manière dont l'ensemble des travailleurs de Longwy avaient exigé à plusieurs reprises d'être associés aux réunions de l'intersyndicale.

En fin d'après-midi une seconde projection du montage diapositive était organisée.

## NUCLEAIRE Multiples actions dans la région dunkerquoise contre le démarrage de Gravelines

Alors que le chargement du réacteur N°1 se poursuit à Gravelines, l'opposition au démarrage de la centrale se développe. La révélation sur l'existence de fissures a relancé la lutte qui, depuis un mois, ne cesse de prendre de l'ampleur. Au lendemain d'un débat organisé par le Comité Gravelinois pour un Moratoire Nucléaire, des gravelinois ont troublé une réunion du PS et sommé Denvers, député PS maire de Gravelines, d'adopter une position claire.

Une cinquantaine de militants et de sympathisants écologistes ont occupé

pendant une heure les bureaux d'EDF à Dunkerque.

Une centaine de gravelinois et de dunkerquois se sont rendus samedi en 8 au centre d'information d'EDF à côté de la centrale pour obtenir des explications au sujet des fissures. Une discussion s'est engagée à l'extérieur du bâtiment avec des représentants de la direction. Le bâtiment d'accueil a rapidement été entouré par les forces de police !

A leur retour, les manifestants ont bloqué quelque peu la circulation au centre de Dunkerque en criant des slogans et en mettant leurs voitures au

milieu du carrefour. Ce samedi, un pas de plus dans la campagne d'opposition a été fait avec l'occupation de la gare de Dunkerque.

En effet, plus de 150 manifestants à l'appel du CAT (Comité des Amis de la Terre), ont défilé en ville en portant des banderoles. Des affiches ont été collées sur les vitres du bureau d'EDF. Ils sont ensuite allés à la gare obligeant le train de Paris à s'arrêter à quelque distance des quais et ont retardé le train de Lille d'une vingtaine de minutes.

L'union locale CFDT, par un tract, appelle ses

adhérents, les travailleurs, la population, à exprimer leur opposition au chargement, à signer massivement la pétition nationale pour une autre politique de l'énergie et à participer au «*procès de la politique gouvernementale*» le 10 novembre à 15 heures, salle de l'Arsenal à Gravelines.

Ce procès est organisé par les associations écologistes du Nord. Avec la marche qui l'accompagnera, ce procès doit constituer un nouveau temps fort contre le démarrage de la centrale.

Corresp. DUNKERQUE

## ● ONU : conférence sur le Cambodge

Ce lundi s'ouvrait à l'ONU une conférence consacrée à l'aide à apporter au peuple kampuchéen victime d'une atroce famine occasionnée par les envahisseurs vietnamiens.

33 pays devaient y être représentés. Chacun devrait apporter sa pierre à la réalisation du programme d'aide de 111 millions de dollars mis au point par l'UNICEF et le comité international de la Croix Rouge.

Peu avant l'ouverture de la conférence un membre du gouvernement fantoche de Phnom Penh déclarait : «*La république populaire du Kampuchéa est désormais prête à recevoir n'importe quelle quantité d'aide et à prendre en charge la distribution de cette aide dans toutes les régions du pays y compris celles qui sont limitrophes de la Thaïlande*».

## ● Téhéran : occupation de l'ambassade US

Vendredi dernier à l'occasion de la célébration du 25<sup>e</sup> anniversaire de l'Indépendance de l'Algérie Brezinski, conseiller de Carter pour la sécurité nationale rencontrait en privé le Premier ministre iranien Bazargan. L'entretien qui a duré une heure et 25 minutes a été qualifié de *très important* par l'agence de presse iranienne Pars. Le lendemain, on apprenait que des étudiants iraniens occupaient l'ambassade des Etats-Unis à Téhéran afin d'exiger l'extradition du Shah vers leur pays. On sait que l'ancien dictateur est actuellement soigné à New-York pour un cancer. Les manifestants qui retenaient encore dimanche soir une cinquantaine d'américains de l'ambassade affirment agir avec l'appui de l'ayatollah Khomeiny.



● Pour protester contre les sanctions infligées à un agent de la centrale de Fessenheim, la CGT appelle à un débrayage dans toutes les centrales de l'Est ce lundi.

● L'usine Ducellier de Vergongheon en Hau-

te-Loire est maintenant occupée depuis six semaines. A Sainte-Florine, en revanche, les ouvrières ont repris le travail et pour les remercier le patron leur a fait parvenir, selon la CGT, 70 lettres de licenciements.

## ● Tricastin : chargement prévu pour mardi

Le scénario qui s'est déroulé pour la centrale de Gravelines dans le Nord, va-t-il se rééditer en ce début de semaine pour celle du Tricastin ? Après quelques semaines qui n'ont pas permis de contrôler sérieusement les fissures, EDF veut pourtant commencer le chargement en combustible nucléaire.

Le front syndical s'est à nouveau divisé sur l'attitude à suivre. La CGT déclarait vendredi qu'elle ne s'opposerait pas au chargement, car il faut «*tenir compte des exigences économiques*». Elle préférerait bien entendu qu'il soit différé... La CFDT avait donc seule l'intention de lancer un mouvement de grève, dont les modalités devaient être fixées lundi matin. Une manifestation de protestation était prévue pour mardi après-midi devant l'entrée de la centrale, à l'appel de l'Union Régionale CFDT et des associations de protection de la nature de la vallée du Rhône.